

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents / Excusés :

Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE

**Mise à disposition d'un conseiller en énergies/économe de flux - Convention de
partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat Mixte Hérault Énergies
(SMHE) - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine communal, voté le 11 octobre 2022, et dans la continuité du Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAETs) adopté par Montpellier Méditerranée Métropole le 2 février 2023, la Ville de Montpellier s'est engagée aux côtés de la Métropole, afin de mettre en œuvre diverses actions, notamment la baisse des consommations énergétiques, un des objectifs contribuant à l'ambition affichée dans le PCAETs d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

A ce sujet, la Ville de Montpellier souhaite s'associer les services d'Hérault Energies, structure syndicale mixte, intervenant auprès des communes adhérentes sur la thématique de la maîtrise de la consommation d'énergie. Aussi, Hérault Energies a déposé une candidature au programme ACTEE + (fonds chène, pour la période 2024-2026) portée par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).

Le souhait est un travail en commun avec la Ville de Montpellier, afin de mettre en place un service de conseil en énergies de proximité (économe de flux), au bénéfice des élus et services municipaux, afin de favoriser les actions en matière de transition écologique. L'objectif de ce service est de proposer un conseil personnalisé à la collectivité, pour lui permettre de faire des choix pertinents en matière d'énergie sur son patrimoine (bâtiments, éclairage public, etc.). Plus concrètement, un conseiller en énergies de proximité/économe de flux sera mis en place. Ses missions s'articulent autour d'un triptyque méthodologique d'accompagnement, permettant d'apporter des réponses en matière d'optimisation des consommations et des modes de productions de fluide, de détection d'anomalies de consommation et de confort dans les bâtiments. Il assurera le rôle d'animateur, au travers de réunions de sensibilisation des élus et techniciens sur la maîtrise des dépenses énergétiques.

Pour ce faire, Hérault Energies s'engage à recruter un conseiller/économe de flux, sous contrat à durée déterminée, qui prendra en charge l'intégralité de l'opération. Cette mission sera confiée à une personne possédant les compétences techniques et scientifiques requises en matière de maîtrise d'énergie dans le bâtiment. Ce conseiller/économe de flux, devra consacrer 66 % de son temps sur des analyses liées au bâti scolaire.

Le déploiement du service de conseil en énergies de proximité est prévu sur une durée de 23 mois à partir du 1^{er} novembre 2024. Ce service pourra être prolongé au-delà de cette période, après accord entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies si les conditions en termes d'objectifs poursuivis et de financement sont réunis.

En ce qui concerne le coût du service, la participation financière de la Ville pour cette mission s'élèvera à 14 256 €, sur une période de 23 mois entre 2024 et 2026.

Afin de pouvoir bénéficier de ce service, la Ville de Montpellier doit conclure une convention de partenariat avec le syndicat Hérault Energies, convention cadre fixant les modalités, les objectifs et les engagements de chacune des parties. Des précisions supplémentaires pourront être apportées le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre la Ville de Montpellier et le syndicat Hérault Energies ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville de Montpellier-Hérault Energies-poste economie de flux ACTEE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280212-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN PLACE D'UN CONSEILLER EN ENERGIES / ECONOME DE FLUX AU BÉNÉFICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER

Entre

La Ville de Montpellier

Hôtel de Ville - 1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER Cedex 2

Représenté par Michaël DELAFOSSE, en qualité de Maire

Demandeur de la mise en place d'un service de conseil en énergies de proximité (économe de flux), dans la continuité du Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAETs) adopté par la Métropole le 2 février 2023

Et

Le Syndicat mixte d'énergies Hérault Energies

33 avenue J.B. Salvaing et J. Schneider

BP28

34120 PEZENAS

Représenté par Audrey IMBERT, en qualité de Présidente

disposant le service de conseil en énergies de proximité (économe de flux)

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

1/ CONTEXTE

Hérault Energies est une structure syndicale mixte ouvert à la carte, composée de communes, d'établissements publics de coopération intercommunale et du conseil départemental.

Le syndicat intervient dans les communes adhérentes sur la thématique de la maîtrise de la consommation d'énergie. Toutefois, suite à la sensibilisation faite auprès des communes et des récentes évolutions réglementaires (décret tertiaire) ou opportunités financières apportées par le Plan France Relance de l'Etat, une recrudescence des sollicitations a été observée.

Le syndicat mixte Hérault Energies a déposé une candidature au programme ACTEE + (fonds chène, pour la période 2024 - 2026) portée par la FNCCR, dans le cadre d'un souhait de travail en commun avec la Ville de Montpellier afin de mettre en place un service de conseil en énergies de proximité (économe de flux) au bénéfice des élus et services municipaux, et afin de favoriser les actions en matière de transition écologique.

C'est donc en partenariat avec ce territoire de projets que Hérault Energies souhaite mener à bien la mise en place d'un service de conseil en énergies de proximité. Ce service est une réponse opérationnelle au bénéfice de la commune centre de la

Métropole pour l'appui à la gestion optimisée de leur patrimoine, en cohérence avec les objectifs régionaux et nationaux de lutte contre le réchauffement climatique.

Le territoire couvert par le conseiller en énergies proximité de Hérault Energies sera celui de la commune (305 743 habitants en 2021).

La présente convention a pour objectif de formaliser et de faciliter les relations de travail entre Hérault Energies et la Ville de Montpellier dans le cadre de la mise en place du service.

2/ LE CONSEIL EN ENERGIES DE PROXIMITÉ / ECONOME DE FLUX

L'objectif de ce service pour Hérault Energies est de proposer un conseil personnalisé aux EPCI et aux collectivités pour leur permettre de faire des choix pertinents en matière d'énergie sur leur patrimoine (bâtiments, éclairage public, etc.). Plusieurs structures peuvent travailler en partenariat et ont recours aux compétences d'un conseiller doté d'une expertise énergétique, qui fait partie d'un réseau dans un syndicat spécialisé et qui bénéficie des retours d'expériences des autres collectivités.

La recherche d'efficacité énergétique est créatrice d'économies financières, et permet aussi de répondre aux enjeux environnementaux d'aujourd'hui. La comptabilité énergétique donne aux agents communaux et aux élus les moyens d'analyser les dépenses en énergie de la collectivité, et permet ainsi de mieux maîtriser ces dépenses.

Le Conseiller en énergies de proximité / économe de flux propose à chaque collectivité intéressée par le service :

- Une analyse des factures du patrimoine communal, afin de détecter les dérives et les erreurs de facturation, et les optimisations tarifaires possibles ;
- La mise en place d'un tableau de bord de suivi des consommations d'énergie ;
- Des mesures visant à réduire les consommations énergétiques ;
- L'animation de réunions de sensibilisation sur la maîtrise des dépenses énergétiques, à l'attention des élus, techniciens et usagers du patrimoine concerné ;
- L'accompagnement des communes pour la mise en place des mesures préconisées.

Il est par ailleurs rappelé que dans le cadre du financement lié au programme ACTEE +, l'économe de flux devra consacrer 66 % de son temps sur des analyses liées au bâti scolaire.

3/ MÉTHODOLOGIE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA COLLECTIVITE

L'économe de flux aura plusieurs missions :

- 1) Optimisation des consommations et des modes de production des fluides :

Une analyse approfondie des données de consommation et des paramètres de confort sera effectuée à travers le patrimoine communal. La réalisation de diagnostics dans des établissements sensibles et prioritaires sera engagée, en parallèle d'actions de prévention et de conseils aux utilisateurs, d'automatisation du pilotage des équipements, du déploiement d'outils de mesures et de régulation, de proposition d'évolutions techniques, etc.

- 2) Détection d'anomalies de consommation et de confort dans les bâtiments :

Un suivi des relevés issus des questionnaires sera mis en œuvre avec la recherche constante d'actions correctives pour les bâtiments avec des dysfonctionnements. De plus, l'établissement de tableaux de bord, rapports et bilans sur les consommations de fluides et sur la facturation sera prévu.

3) Animation et sensibilisation

Des animations et des réunions de sensibilisation sur la maîtrise des dépenses énergétiques, sur le respect des consignes, ou d'autres sujets liés à la transition écologique et aux bonnes pratiques, seront proposées à l'attention des élus et techniciens. Des ateliers participatifs, des visites de sites exemplaires, la valorisation de démarches mutualisées (opérations collectives, recours aux énergies renouvelables, matériel innovant, etc.) seront également organisés.

NB : L'offre de service « Gestion en Energie Partagée » d'Hérault Energies (payante) pourra ainsi venir en complément si besoin des conseils de proximité apportés par l'économe de flux dédié à la Ville de Montpellier ; en effet, des approfondissements sur les aspects GTB/GTC, le recours aux ENR thermiques, et un accompagnement dans l'instruction de certains financements extérieurs (notamment à travers la gestion déléguée de fonds ADEME ou le programme ACTEE + de la FNCCR, l'activation du dispositif « parcours bâtiment public en Occitanie » en partenariat avec l'AREC, etc.) peuvent être envisagées.

4/ INTÉGRATION DU CONSEILLER DANS LE FONCTIONNEMENT DU PCAETS

En tant qu'action contributive au PCAETS de la Métropole, le conseiller/économe de flux sera intégré à la démarche et participera au reporting.

Dans tous les aspects de leurs missions, le référent PCAET et le Conseiller veilleront à coordonner leurs actions, ainsi qu'à se coordonner avec les autres acteurs intervenant sur le territoire (CAUE, mission chaleur renouvelable...).

Pour se faire, dès le début de la mise en place du service, une réunion sera organisée pour permettre aux différents interlocuteurs (Ville et Métropole) de se connaître et mieux articuler leurs interventions en prévoyant les modalités d'échanges d'informations (périodicité...) ; le but de ces réunions étant notamment de garantir une connaissance homogène des projets et des problématiques entre tous ces acteurs.

5/ LES ENGAGEMENTS DU SYNDICAT HERAULT ENERGIES

Dans le cadre de ce partenariat, Hérault Energies s'engage à :

- Répondre à toute demande de la Ville de Montpellier dans le cadre défini au paragraphe 8 ci-dessous, et fournir les moyens nécessaires et disponibles pour respecter l'objectif du nombre d'actions programmées ;
- Appuyer, par l'intermédiaire de son directeur, le conseiller dans le cadre de sa mission pour intervenir auprès de chaque service bénéficiaire du service ;

- Mettre à disposition et accepter l'exploitation par le territoire des données statistiques relatives aux consommations et dépenses des bâtiments et équipements de la collectivité. Ces éléments statistiques pourront notamment être utilisés pour établir des ratios de consommations et de dépenses par type de bâtiments, alimenter les bilans carbone patrimoine et service et/ou évaluer le dispositif de conseil en énergie de proximité ;
- Informer la commune de toute action de communication concernant le service de conseil effectué par Hérault Energies sur son territoire, accepter la valorisation et la promotion de l'opération ;
- Indiquer régulièrement à la commune l'avancement du programme ;
- Faire état des aides financières apportées par les financeurs publics à l'occasion de manifestations d'information sur les opérations accompagnées ;
- Participer à la co-construction de temps d'échange sur une thématique technique lié au patrimoine de la commune afin de faire évoluer les pratiques et favoriser l'innovation (efficacité énergétique des bâtiments, éclairage public, bois-énergie, énergies renouvelables, régulation...) ;
- Participer aux éventuels ateliers de concertation du PCAETs ;
- Met à disposition un ordinateur portable, le pack office ainsi qu'une adresse de messagerie, un téléphone portable à l'agent pour sa mission.

6/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville s'engage à :

- Faciliter le travail de Hérault Energies pour gérer la transversalité et la participation des différents services municipaux, notamment en organisant une réunion de lancement et de présentation du dispositif ;
- Accompagner Hérault Energies dans la hiérarchisation des demandes de sollicitation des services municipaux ;
- Organiser un comité de pilotage de suivi du projet. En plus des référents d'Hérault Energies, ce comité sera composé à minima d'un encadrant pour la Ville de Montpellier et d'un élu communal, et éventuellement d'un représentant métropolitain en charge du PCAETs.
- Respecter la confidentialité des données ; toute communication en lien avec des exemples de consommations précises d'établissements extra-communaux devra faire l'objet d'une autorisation préalable ;
- Soumettre à l'approbation du Syndicat avant diffusion tous supports de communication ;
- A faire état des aides financières apportées par des financeurs publics à l'occasion de manifestations d'information sur les opérations accompagnées ;
- Faciliter les échanges entre les parties, programmer des rencontres professionnelles suivant les besoins, et participer aux réunions du réseau départemental des conseillers en énergie de proximité (économes de flux), initié par Hérault Energies
- Met à disposition de l'agent en charge de la mission : un bureau physique dans des locaux municipaux, une connexion internet, à l'imprimante et au photocopieur ainsi qu'aux consommables, un véhicule de service pour les besoins de la mission.

7/ BILAN ANNUEL

Un bilan annuel détaillé de l'action du conseiller sur la commune sera présenté au comité de pilotage, composé de représentants d'Hérault Energies et la Ville de Montpellier.

8/ DURÉE, MOYENS ET OBJECTIFS

DURÉE

Le déploiement du service de conseil en énergies de proximité est prévu pour se dérouler sur une durée de 23 mois à partir de 01/11/2024. Ce service pourra être prolongé au-delà de cette période, après un accord entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies si les conditions en termes d'objectifs poursuivis et de financements sont réunies.

RECRUTEMENT DU CONSEILLER EN ENERGIE DE PROXIMITÉ (ECONOME DE FLUX)

Hérault Energies s'est engagé à recruter sur cette mission une personne sur un contrat à durée déterminée, permettant de prendre en charge l'intégralité de l'opération. Le profil sera la suivant : formation supérieure bac + 2 à bac +5, compétences techniques et scientifiques en matière de maîtrise de l'énergie dans le bâtiment, capacité opérationnelle pour le suivi des fluides et des travaux de rénovation, réalisation d'études, capacité d'animation et de sensibilisation face à différents publics, connaissance du fonctionnement des collectivités locales, ayant le sens du service public.

LOGICIEL ET MISE À DISPOSITION DES DONNÉES

Le logiciel utilisé par le conseiller devra permettre le calcul et l'exploitation d'indicateurs de suivi – performance, et être facilement ré appropriable en tableau de bord par chaque collectivité.

OBJECTIFS

L'objectif prévisionnel en actions mises en œuvre durant la période est défini ci-dessous :

	Nombre d'établissements / services accompagnés pour les missions 1 et 2	Nombre d'actions de sensibilisation, animation mission 3
Année 1 (2 mois)	8	1
Année 2 (12 mois)	50	4
Année 3 (9 mois)	35	3

Ces objectifs pourront être révisés lors des réunions du comité de pilotage.

Afin de mener les actions citées ci-dessus, l'économe de flux à l'entrée en poste :

- S'informer sur le fonctionnement et l'organisation de la collectivité, son patrimoine et les tableaux de suivi existants des consommations à l'échelle du patrimoine communal (par exemple via DEEPKI ou un outil développé en interne),
- Procédera à une analyse différenciée du patrimoine en fonction des bâtiments les plus sensibles et / ou énergivores
- Veillera à sensibiliser les services et utilisateurs aux obligations des décrets tertiaire et BACS.

9/ COÛT DU SERVICE POUR LES PARTIES PRENANTES

Par délibération spécifique du comité syndical du 04/10/2024, il a été décidé de fixer à 1240 € la première année, à 7 438 € la 2ème et à 5 578 € la 3ème, la participation financière apportée par la Ville de Montpellier pour cette mission, sur une période de 23 mois entre 2024 et 2026.

A l'issu de cette période, si le besoin en conseil est toujours nécessaire, il sera proposé à la Ville de Montpellier de recourir à la compétence optionnelle « Gestion en Energie Partagée » du syndicat Hérault Energies, avec une autre participation financière spécifique conformément à la délibération n°CS13-2021 du 04/02/2021.

10/ LES CONDITIONS DE RÉSILIATION

Le présent accord de partenariat peut être résilié par l'un des partenaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de non-exécution par l'autre partie de tout ou partie de ses engagements tels que prévus par le présent accord, après mise en demeure restée sans effet durant 3 mois.

Accord de partenariat en date
du.....à..... (en 2 exemplaires)

Pour Hérault Energies

Audrey IMBERT, La
Présidente

Pour la Ville de Montpellier,
Pour Monsieur le Maire
et par délégation,
L'Adjointe au Patrimoine
Immobilier et Sobriété
Energétique

Agnès Saurat